

## **Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Medernach**

---

### Séance publique du 20 mars 2005

Date de l'annonce publique : 14 mars 1995

Date de la convocation des conseillers : 14 mars 1995

Présents : M .M. Aloyse Lies, bourgmestre ; Nico Welter, échevin ; René Herschbach, Jean-Paul Magar, Goy Feltes et Jean-Paul Schweigen, conseillers. Melle Monique Glesener, secrétaire.

Absents : a) excusés : M. Fred Wolf, échevin.  
b) sans motif : /

#### **Point de l'ordre du jour: 1**

**Objet: Règlement-taxe relatif à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées.**

---

Le conseil communal,

Vu l'article 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités ;

Vu l'article 3 du titre XI du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ;

Vu la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique ;

Vu la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale ;

Vu la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé ;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau ;

Vu la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines ;

Vu le règlement grand-ducal du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu l'avis du médecin-inspecteur de la Direction de la Santé, division de l'inspection sanitaire du 15 mai 1995 ;

Entendu le collège des bourgmestre et échevins ;

#### **Décide à l'unanimité des membres présents :**

d'introduire le règlement-taxe suivant relatif à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées.

## Règlement-taxe relatif à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées.

### TITRE I: Evacuation et épuration des eaux usées par le réseau public d'assainissement

#### Section 1ère: Raccordement au réseau public d'assainissement.

Art. 1.- Le raccordement d'un immeuble au réseau public d'assainissement est soumis au paiement d'une taxe due par le propriétaire.

#### Section 2e: Utilisation du réseau public d'assainissement.

Art. 2.- L'utilisation du réseau public d'assainissement est soumise au paiement d'une taxe à charge de l'utilisateur. Cette taxe est annuellement révisable.

En cas d'inoccupation d'un logement, d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble ces taxes sont à charge du propriétaire.

#### § 1. Utilisation de l'eau pour des besoins ménagers ou assimilables.

Art. 3.- La taxe est perçue en fonction de la quantité d'eau prélevée sur le réseau public de distribution d'eau potable et/ou en fonction de la quantité d'eau prélevée sur des ressources d'approvisionnement privées (sources).

Chaque prise d'eau sur des ressources d'approvisionnement privées doit être équipée d'un dispositif permettant d'enregistrer la quantité d'eau prélevée.

#### § 2. Utilisation de l'eau pour des besoins autres que ménagers ou assimilables.

Art. 4.- La taxe est perçue en fonction de la quantité d'eau prélevée sur le réseau public de distribution d'eau potable et/ou en fonction de la quantité d'eau prélevée sur des ressources d'approvisionnement privées (sources).

Chaque prise d'eau sur des ressources d'approvisionnement privées doit être équipée d'un dispositif permettant d'enregistrer la quantité d'eau prélevée.

Pour autant que l'eau disponible est destinée essentiellement à une utilisation autre que ménagère ou assimilable, l'utilisateur du raccordement au réseau public d'assainissement peut faire valoir un forfait maximal sur la quantité d'eau prélevée dans la mesure où il peut démontrer que l'eau est utilisée à titre d'eau d'abreuvement et n'est plus déversée dans le réseau public d'assainissement.

Le forfait est fixé par délibération du conseil communal. Il sera annuellement révisable.

### TITRE II: Evacuation et épuration des eaux usées par prétraitement ou solution autonome

Art. 5.- Tout immeuble ne pouvant être raccordé au réseau public d'assainissement pour quelque raison que ce soit et disposant d'une infrastructure d'évacuation et d'épuration des eaux usées par prétraitement et/ou par solution autonome peut recourir au service du SIDEN.

Art. 6.- Le coût des opérations d'enlèvement des résidus provenant des infrastructures par solution autonome, seront à calculer en fonction du prix coûtant, facturé par le SIDEN, et des prestations réalisées, éventuellement par le service technique de la commune.

### TITRE III: Pénalités

Art. 7.- Les infractions aux dispositions de police du présent règlement sont punies d'une amende de 1.000.- à 10.000.- francs.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête.

-----

Pour extrait conforme, le 15 juin 1995,  
Le Bourgmestre,      La Secrétaire,